

INSTRUCTION N° 008 RELATIVE A L'ORGANISATION DU CONTROLE INTERNE DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE

La Banque Centrale du Congo,

Vu la loi n° 005 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, notamment à son article 6 ;

Vu la loi n° 003 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit ;

Vu la loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit ;

Vu l'Instruction n° 1 aux Institutions de Micro Finance telle que modifiée le 18 décembre 2005 ;

Arrête les règles suivantes en matière de contrôle interne des Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance, ci-après dénommées « assujettis ».

Article 1^{er}

Les assujettis sont tenus de se doter d'un dispositif de contrôle interne adéquat. Ce dispositif doit être adapté à la nature, au volume de leurs activités, à la taille, à leurs implantations et aux risques de différentes natures auxquels elles sont exposées.

TITRE I : DES PRINCIPES DE BASE DU CONTROLE INTERNE

Article 2

Pour l'application de la présente Instruction, on entend par :

- **Organe délibérant** : (Conseil d'Administration) celui qui assure l'orientation stratégique de l'institution assujettie et la surveillance effective de la gestion des activités pour le compte des actionnaires ou des membres ;

INSTRUCTION NO 008 ON THE ORGANISATION OF INTERNAL CONTROL OF COOPERATIVE SAVINGS AND CREDIT AND MICRO FINANCE INSTITUTIONS

The Central Bank of Congo,

Considering Law No. 005 of 7 May 2002 on the establishment, with the organization and operation of the Central Bank of Congo, in particular in Article 6;

Pursuant to Law n ° 003 02 February 2002 concerning the activity and supervision of Credit Institutions;

Pursuant to Law n ° 002/2002 of 02 February 2002 provisions applicable to the Savings and Credit Cooperatives;

Vu Instruction No. 1 to Micro Finance Institutions as amended December 18, 2005;

Stop the following rules on internal control of Savings Cooperatives and Credit and the Micro Finance Institutions, hereinafter referred to as "subject."

Article 1

The subject is required to have an adequate internal control system. This device must be adapted to the nature, scale their business, size, their settlements and risks of different natures which they are exposedI:.

TITLE THE BASIC PRINCIPLES OF INTERNAL CONTROL

Article 2

For the purposes of this Instruction, the term:

- deliberative body (the Board) that which ensures the strategic direction of the institution and subject effective monitoring of management activities on behalf of shareholders or members

- **Organe exécutif** (Gérance, Direction Générale) : celui qui est chargé de la gestion courante des activités de l'institution assujettie et assure le pilotage effectif du processus de réalisation des objectifs stratégiques fixés par l'organe délibérant ;
- **Comité d'Audit** : une émanation de l'organe délibérant, créé pour l'assister dans l'exercice de ses missions notamment l'évaluation de la qualité du contrôle interne et l'appréciation de la cohérence des systèmes d'identification, de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- **Conseil de Surveillance** : un organe statutaire en charge de veiller sur les opérations de la coopérative, notamment de l'évaluation de la qualité du contrôle interne et de l'appréciation de la cohérence des systèmes d'identification, de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- **Plan de continuité de l'activité** : un plan d'action écrit et détaillé décrivant, en cas de perturbation opérationnelle majeure, y compris choc externe, les procédures et systèmes nécessaires pour maintenir ou rétablir dans un délai prédéterminé les activités et fonctions essentielles d'une organisation afin de limiter les conséquences de cette perturbation pour cette organisation et le système financier dans son ensemble.

Article 3

Le système de contrôle interne consiste en l'ensemble des dispositions décidées par l'organe délibérant et mis en oeuvre par l'organe exécutif afin de s'assurer que les activités de l'organisation sont maîtrisées à tous les niveaux.

Il est constitué au minimum d'un contrôle permanent de premier niveau dans les unités opérationnelles et d'un contrôle de dernier niveau réalisé par l'audit interne.

Article 4

Le système de contrôle interne est conçu par l'organe exécutif et approuvé par l'organe délibérant.

Il porte sur :

- la vérification de la conformité des opérations réalisées et des procédures internes, la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ;
- la vérification de l'organisation avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- la surveillance de la qualité de l'information comptable et financière, en particulier les conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données ;

-Executive Body (Management, General Management): one who is responsible for the daily management of activities of the institution subject and ensures the effective control of the strategic objectives of the implementation process set by the deliberative body

-Audit Committee : a emanation of the legislative body created to assist in the performance of its duties including the evaluation of the quality of internal controls and the evaluation of the coherence of identification systems, measurement, monitoring and risk management;

- Supervisory Board: a statutory body responsible for ensuring the operations of the cooperative, including the assessment of the quality of internal control and assessing the consistency of identification systems, measure, monitoring and controlling risks:

-Continuity Plan activity: a written and detailed plan describing if major operational disruption including external shock, the necessary procedures and systems to maintain or restore within a predetermined time critical operations and functions of an organization in order to limit the consequences of the disruption to the organization and the financial system as a whole.

Article 3

The internal control system consists of all the provisions decided by the legislative body and implemented by the executive body to ensure that the organization's activities are controlled at all levels.

It consists at least of a permanent first level control in the operational units and . last level control carried out by the Internal Audit

Article 4

The internal control system is designed by the executive and approved by the legislative body-.

It covers:

verification of compliance of transactions carried out and procedures

internal, measurement, control and monitoring risks;

- verification of the organization with applicable legal and regulatory provisions;

- monitoring the quality of accounting and financial information, in particular the conditions of collection, processing, dissemination and data retention;

- la protection des ressources humaines, de la clientèle et des actifs de l'institution assujettie ;
- la prévention, la détection et la gestion des risques ;
- l'efficacité des canaux de circulation interne de la documentation et de l'information ainsi que leur diffusion auprès des tiers ;
- le respect de la conformité des procédures avec les dispositions de la Loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de l'Instruction n°15 (modification n°2) du 15 décembre 2006 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

TITRE II : DU ROLE ET RESPONSABILITES DES ORGANES

Rôle et responsabilité des dirigeants

Article 5

Est considérée comme dirigeant, toute personne exerçant des fonctions de direction, d'administration, de contrôle ou de gérance dans une institution assujettie.

Article 6

Le Conseil d'Administration ou le Conseil de Surveillance est tenu de s'assurer de la mise en place et du suivi par la Direction Générale ou la Gérance du système de contrôle interne, en ce compris les politiques et procédures écrites de contrôle indispensables pour une saine et prudente gestion des activités de l'assujetti.

A cet effet, il procède, au moins une fois par an, à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne sur la base des informations qui lui sont adressées par le directeur ou le gérant dans les formes prévues par la présente Instruction.

Article 7

Le Conseil d'Administration est tenu de fixer des limites globales, pour chacun des principaux risques quantifiables auxquels est exposée l'institution assujettie, dont le caractère adéquat est revu périodiquement.

- the protection of human resources, customers and assets of the institution

subject

-prevention, detection and risk management;

- the effectiveness of Internal circulation channels of documentation and information and dissemination to third parties,

- the observance of the compliance of procedures with the provisions of Law No. 04/016 of 19 July 2004 on the fight against money laundering and the financing of terrorism and Instruction No. 15 (Amendment No. 2) of 15 December 2006 on the fight against money laundering and terrorist financingII.

TITLE THE ROLE AND RESPONSIBILITIES OF ORGANS

Role and responsibility Leaders

Article 5

is considered to be directing any person exercising management, administration, control or management in a secured institution.

Article 6

The Board of Directors or the Supervisory Board is required to ensure the implementation and monitoring by the Executive Management or the Management of the internal control system, including written policies and procedures necessary to control the sound and prudent management of the subject's activities.

To this end, it shall at least once a year, review the business and results of internal control based on the information sent to it by the director or manager in the manner provided by this Instruction.

Article 7

The Council Administration is required to set overall limits for each of the main quantifiable risks facing the subject institution, whose adequacy is reviewed periodically.

Article 8

Le Conseil d'Administration doit veiller à la séparation des tâches incompatibles, notamment la manipulation des valeurs, l'enregistrement, l'autorisation des opérations, leur vérification ainsi que l'inspection.

Article 9

L'organe délibérant délimite clairement les responsabilités des membres de l'organe exécutif et définit les modalités de délégation de pouvoirs.

Article 10

Les membres de l'organe délibérant et de l'organe exécutif veillent à promouvoir au sein de leur institution une forte culture de contrôle qui met l'accent particulièrement sur la nécessité pour chaque agent d'assumer ses tâches dans le respect de dispositions légales et réglementaires en vigueur et des politiques internes.

Ils sont tenus de sensibiliser l'ensemble du personnel sur l'importance et l'intérêt des contrôles, notamment à travers une formation adaptée et un enrichissement des tâches qui mettent en avant les objectifs de l'institution et explicite les moyens de leur réalisation.

Article 11

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit ayant notamment pour tâches de :

- veiller au bon fonctionnement de l'audit interne ;
- examiner les rapports d'audit réalisés par l'audit interne ;
- vérifier la fiabilité et l'exactitude des informations financières destinées à l'organe délibérant et aux tiers ;
- évaluer la pertinence des mesures correctives prises ou proposées pour combler les lacunes ou insuffisances décelées dans le système de contrôle interne ;
- ordonner la réalisation de tout audit au service ou à la direction de l'audit interne ;
- recommander le choix des Commissaires aux Comptes et auditeurs externes de l'institution et superviser leurs relations avec l'assujetti ;
- être informé de toute modification des procédures ;
- effectuer toute recommandation dans l'exercice de sa mission ;
- rendre compte à l'organe délibérant.

Article 8

The Board of Directors must ensure segregation of duties incompatible, particularly the handling of values, registration, authorization of transactions, verification and inspection.

Article 9

The legislative bodies clearly delineates the responsibilities of members of the executive body and defines the modalities of delegation powers.

Article 10

Members of the governing body and the executive body shall promote within their institution a strong control culture that places particular emphasis on the need for each agent to perform its tasks in accordance legal and regulatory requirements and internal policies.

They are required to educate all staff on the importance and relevance of controls, including through appropriate training and job enrichment that highlight the objectives . the institution and explicit ways of their realization

Article 11

The Board of Directors is assisted by an Audit Committee with responsibility is to:

- ensure the proper functioning of the internal audit;
- reviewing reports audit carried out by the internal audit;
- check the reliability and accuracy of financial information to
the governing body and third parties;
- assess the adequacy of the corrective action taken or proposed to address
gaps and deficiencies identified in the system internal control;
- order the completion of any audit service or management of audit;
internal
- recommending the selection of auditors and external auditors to
oversee the institution and their relationship with the subject
- be informed any changes in procedures
- make any recommendations in the exercise of its
mission.- to report to the legislative body

Les tâches visées ci-dessus s'appliquent au Conseil de Surveillance pour les Coopératives d'Epargne et Crédit.

Le service de l'audit interne rend compte au Conseil de Surveillance pour les Coopératives d'Epargne et de Crédit et au Comité d'Audit pour les Institutions de Micro Finance.

Article 12

Le Comité d'Audit doit être présidé par un membre de l'organe délibérant. Il relève directement de l'organe délibérant qui en détermine les modalités de fonctionnement et auquel il rend compte. Son rôle ne peut en aucun cas se substituer à celui de l'audit interne.

Le Conseil de Surveillance est composé des membres élus par l'Assemblée Générale.

Le Comité d'Audit ou le Conseil de Surveillance est composé exclusivement des personnes n'ayant pas de responsabilités de direction dans l'institution assujettie. Ces personnes doivent disposer de l'expérience et des compétences requises dans les domaines financiers et comptables ainsi que dans les activités de l'audit.

Article 13

Le Conseil de Surveillance tient ses réunions au moins une fois par trimestre.

Le Comité d'Audit tient au moins deux réunions par an.

Ils peuvent associer à leurs travaux d'autres personnes, notamment le responsable du Contrôle Interne et les Commissaires aux Comptes de l'assujetti.

Rôle de la Gérance ou de la Direction Générale

Article 14

La conception et la mise en place du système de contrôle interne incombent à l'organe exécutif qui, à cet effet :

- établit la structure organisationnelle appropriée et prévoit les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre du système de contrôle interne ;
- identifie l'ensemble des sources de risques internes et externes ;
- définit les procédures adéquates de contrôle interne ;
- s'assure en permanence de la cohérence et de l'efficacité du système de contrôle interne.

Pour les réseaux, ces fonctions incombent à l'organe exécutif de la faîtière.

The above mentioned tasks apply to the Supervisory Board for the Savings and Credit Cooperatives .

The service of internal audit reports to the Supervisory Board to the Savings and Credit Cooperatives and the Audit Committee for Micro Finance Institutions.

Article 12

The Audit Committee should be chaired by a member the deliberative body. He reports directly to the governing body that determines the operating procedures and to which it reports. His role can never be a substitute to that of internal audit.

The Supervisory Board is composed of members elected by the General Assembly.

The Audit Committee or the Supervisory Board is composed exclusively of people without no executive responsibilities in the subject institution. They must have experience and skills in finance and accounting as well as in the activities of the audit.

Article 13

The Supervisory Board shall meet at least once a quarter.

The Audit Committee held at least twice a year.

They can associate with their work of others, including the head of Internal Control and the Statutory Auditors of the subject.

The role of the Management or the General Directorate

Article 14

The design and implementation up of the internal control system the responsibility of the executive body for this purpose:

- establish the appropriate organizational structure and provides human and material resources required to implement the internal control system
- identifies all sources of internal and external risks
- define the appropriate internal control procedures;
- permanently ensures the consistency and effectiveness of thecontrol system internalbody.

for the networks, these functions fall to the executive . umbrella

Article 15

L'organe exécutif s'assure en permanence du bon fonctionnement global du système de contrôle interne et prend les mesures nécessaires pour remédier, en temps opportun, à toute carence ou insuffisance relevée.

TITRE III : SYSTEME DE CONTROLE DES OPERATIONS ET DES PROCEDURES INTERNES

Dispositions générales

Article 16

Le système de contrôle des opérations et des procédures internes doit permettre aux assujettis de s'assurer, dans des conditions optimales de sécurité, de fiabilité et d'exhaustivité, de la conformité des activités reprises à l'article 4 de la présente Instruction.

Article 17

L'audit interne assure un suivi exhaustif du système de contrôle interne et veille à sa cohérence à travers l'évaluation de différents niveaux de contrôle au sein de l'institution assujettie.

Article 18

La fonction de l'audit interne est tenue de procéder à des contrôles périodiques.

A cet effet, elle :

- s'appuie sur une méthodologie permettant d'identifier les risques significatifs encourus par l'institution assujettie ;
- prépare un plan d'audit pluriannuel approuvé par le Conseil de Surveillance ou le Comité d'Audit et répartit ses ressources en conséquence;
- dispose de ressources suffisantes et d'effectifs ayant une formation appropriée et possédant l'expérience requise pour comprendre et évaluer les activités à auditer;
- accède, pour les besoins de sa mission, aux archives, dossiers et données.

Article 15

The executive body permanently ensures the smooth operation of the internal control system and takes the necessary steps to remedy in a timely manner, to any deficiency or insufficiency raisedSYSTEM.

TITLE III CONTROL OPERATIONS AND INTERNAL PROCEDURES***General provisions*****Article 16**

The operations and internal procedures control system should allow the subject to ensure, in optimum conditions of security, reliability and completeness, compliance activities listed in Article 4 of this Instruction.

Article 17

Internal auditing provides an exhaustive monitoring of the internal control system and ensures consistency throughout the evaluation of different levels of control within the subject institution.

Article

18function of internal audit is required to carry out periodic checks to-

this end, it:

is based on a methodology to identify significant

risksto the subject institution;

- prepare a multi-year audit plan approved by the Supervisory Board

or the Audit Committee and allocates its resources accordingly;

- has sufficient resources and staff with appropriate training and have the experience required to understand and evaluate the activities to be audited;

- access, for the purposes of its mission, archives, files and data.

- 06 -

Article 19

Les insuffisances relevées lors des contrôles font l'objet d'un rapport, assorti des recommandations formulées pour renforcer les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques et de leur mise en œuvre par la Direction ou la Gérance et les services opérationnels.

Le rapport de contrôle global doit être élaboré et transmis à la Banque Centrale du Congo au plus tard le sixième mois et le quatrième mois suivant la clôture de l'exercice précédent respectivement pour les Coopératives d'Epargne et de Crédit et pour les Institutions de Micro Finance.

Ce rapport fait ressortir les diligences accomplies, les difficultés rencontrées, les principaux constats relevés ainsi que les écarts entre les prévisions et les réalisations.

TITRE IV : CONTENU DU CONTROLE

Article 20

Le dispositif de contrôle de la comptabilité doit permettre aux assujettis de s'assurer de la fiabilité et de l'exhaustivité de leurs données comptables et financières et de veiller à la disponibilité de l'information au moment opportun.

Article 21

Les modalités d'enregistrement comptable des opérations dans les comptes de bilan et de résultats doivent prévoir un ensemble de procédures, appelé piste d'audit, qui permet de :

- reconstituer les opérations selon un ordre chronologique ;
- justifier toute information par une pièce d'origine à partir de laquelle il doit être possible de remonter par un cheminement ininterrompu au document de synthèse et réciproquement ;
- expliquer l'évolution des soldes d'un arrêté à l'autre par conservation des mouvements ayant affecté les postes comptables.

Article 22

Les informations contenues dans les états comptables et celles nécessaires au calcul des normes de gestion et des ratios prudentiels ainsi que les déclarations périodiques et prudentielles destinées à la Banque Centrale du Congo doivent respecter au moins les dispositions des trois tirets de l'article précédent.

Article 19

The shortcomings identified during inspections are the subject of a report with recommendations to strengthen internal controls and risk management and their implementation by Management or the Management and operational services.

The global report must be prepared and submitted to the Central Bank of Congo on or before the sixth month and fourth month following the close of the year . respectively for the previous Savings and Credit Cooperatives and for the Micro Finance Institutions

This report highlights the work performed, the difficulties encountered, the principal findings raised, the differences between forecasts and achievementsIV.

TITLE CONTENT CONTROL

Article 20

The accounting control system should allow the subject to ensure the reliability and completeness of their accounting and financial data and to ensure the availability of information at the appropriate time.

Article

21procedures for registration of transactions in the balance sheet and income statement must include a set of procedures called audit trail, which allows:

- reconstitute the operations in chronological order
- justify any information with a piece of origin from which it must be possible to trace an uninterrupted path to the summary document and vice versa;
- explain the evolution of sales of an order to the other by conservation movements affecting accounting items22.

Article

information in the accounting statements and those required to calculate the management standards and prudential ratios as well as periodic and prudential statements to the Central Bank of Congo must meet at least the provisions of the three indents of the previous article

TITRE V : SYSTEME DE GESTION DES RISQUES

Des dispositions générales

Article 23

Les assujettis doivent mettre en place des systèmes de gestion des risques permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer, de surveiller ou de maîtriser les risques de différentes natures auxquels les exposent leurs activités.

Ces systèmes doivent être adaptés à la nature, au volume et au degré de complexité des activités et opérations de l'institution assujettie et ajustés régulièrement en fonction du profil de leurs risques et de l'évolution des marchés.

Les assujettis doivent mettre en place des processus d'évaluation globale des fonds propres prudentiels au regard de ces risques.

Article 24

Les risques auxquels sont exposés les assujettis sont notamment les risques de crédit, de marché, opérationnels, de taux d'intérêt, de liquidité ainsi que ceux liés aux activités externalisées.

Article 25

Les assujettis doivent procéder à un réexamen régulier des systèmes de gestion des risques afin d'en vérifier la pertinence au regard de l'évolution de l'activité, de l'environnement des marchés et des techniques d'analyse.

Ils disposent de stratégies définissant leur objectif en termes des fonds propres prudentiels qui doivent être en adéquation avec leur profil des risques.

Ils doivent disposer notamment d'un plan d'affaires triennal qui devra faire l'objet d'évaluation annuelle et d'actualisation en fonction de l'évolution de l'environnement, de l'activité et des hypothèses.

Article 26

En application des dispositions de la présente Instruction, les assujettis doivent mettre en œuvre pour chaque risque significatif un système d'identification, d'analyse, de mesure, de surveillance, d'atténuation et de contrôle des risques.

TITLE V: RISK MANAGEMENT SYSTEM

General Provisions

Article 23

The subject must implement risk management systems to identify, analyze, measure, monitor and control the risks of various kinds which they expose in their activities.

These systems must be tailored to the nature, scale and complexity of the institution's activities and operations subject and adjusted regularly depending on their risk profile and market developments.

Taxable persons must implement process overall assessment of regulatory capital against these risks.

Article 24

The risks to the subject include credit, market, operational, interest rate, liquidity as well as those related to the outsourced activities.

Article 25

Taxable persons must conduct a regular review of risk management systems in order to verify the relevance to the development of the activity, environmental markets and techniques analysis.

They have strategies defining their objectives in terms of regulatory capital that must be in line with their risk profile.

They must have including a three-year business plan that will be subject to annual evaluation and discount depending on the evolution of the environment, activity and assumptions.

Article 26

Pursuant to the provisions of this Instruction, taxpayers must implement for each significant risk an identification system, analysis, measurement, monitoring, mitigating and controlling risks.

Du plan de continuité de l'activité

Article 27

Les assujettis doivent disposer de plans de continuité de l'activité leur permettant d'assurer le fonctionnement continu de leurs activités et fonctions essentielles afin de limiter les pertes en cas de perturbations opérationnelles majeures dues à des événements extérieurs ou liés aux risques opérationnels. Il s'agit d'une sauvegarde de la base de données de l'institution assujettie dans un lieu sécurisé autre que son siège.

Le responsable du plan de continuité de l'activité doit être nommé par l'organe exécutif afin d'assurer la mise en œuvre des mesures liées à ce plan.

Article 28

Le responsable du plan de continuité de l'activité doit établir, au moins une fois par an, un rapport sur le plan de continuité de l'activité qu'il adresse à l'organe exécutif. Ce dernier informe l'organe délibérant et, le cas échéant, le Conseil de Surveillance ou le Comité d'Audit des mesures prises pour assurer la continuité de l'activité et l'appréciation portée sur l'efficacité des dispositifs en place.

Une copie de ce rapport doit être adressée à la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers de la Banque Centrale du Congo, au plus tard le sixième mois et le quatrième mois suivant la fin de l'exercice précédent respectivement pour les Coopératives d'Épargne et de Crédit et pour les Institutions de Micro Finance.

TITRE VI : DU SYSTEME DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION

Article 29

Les assujettis doivent élaborer et tenir à jour des manuels de procédures relatifs à leurs différentes activités. Ces documents doivent notamment décrire les modalités d'enregistrement, de traitement et de restitution des informations, les schémas comptables et les procédures d'engagement des opérations.

Ils doivent établir, dans les mêmes conditions, une documentation qui précise les moyens destinés à assurer le bon fonctionnement du contrôle interne, notamment :

- les différents niveaux de responsabilité ;
- les attributions dévolues et les moyens affectés au fonctionnement des dispositifs de contrôle interne ;
- les règles qui assurent l'indépendance de ces dispositifs dans les conditions prévues au titre III de la présente Instruction ;

From the business continuity plan

Article 27

The subject must have continuity plans in activity to enable them to operate continuing their activities and core functions to limit losses in the event of major operational disruptions caused by external events or related to operational risks. This is a backup of the institution's database subject in a secure place other than the seat.

The head of the business continuity plan should be appointed by the executive body to ensure implementation of measures related to the plan.

Article 28

The head of the business continuity plan must establish, at least once a year, a report on the continuity plan of activity that addresses the executive body. The latter informs the governing body and, if applicable, the Supervisory Board or the Audit Committee of the measures taken to ensure business continuity and the assessment of the effectiveness of arrangements in place.

A copy this report should be addressed to the Directorate of Financial Intermediaries Supervision of the Central Bank of Congo, no later than the sixth month and fourth month following the end of the previous year respectively for the Savings and Credit Cooperatives and for the Micro Finance Institutions VI.

TITLE SYSTEM DOCUMENTATION AND INFORMATION

Article 29

The subject must develop and maintain procedures manuals relating to their various activities. These documents must describe the procedure for registering, processing and retrieval of information, accounting procedures and operations commitment procedures.

They must establish, under the same conditions, a documentation which specifies the means for ensuring the proper functioning of internal control, including:

- the different levels of responsibility
- devolved powers and resources allocated to the operation of internal controls;
- rules that ensure the independence of these devices in accordance with Title III of this Instruction;

- les procédures relatives à la sécurité des systèmes d'information et de communication et aux plans de continuité de l'activité ;
- une description des systèmes de mesure, de limitation, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- le mode d'organisation du dispositif de contrôle de la conformité.

La documentation est organisée de façon à pouvoir être mise à la disposition, à la demande de l'organe délibérant, de l'organe exécutif, du Comité d'Audit, du Conseil de Surveillance, des Commissaires aux Comptes et de la Banque Centrale du Congo.

Article 30

Le responsable de l'audit interne informe l'organe exécutif et rend compte au Conseil de Surveillance ou au Comité d'Audit des insuffisances relevées, des recommandations formulées pour renforcer les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que de leur mise en œuvre par l'organe exécutif.

Il informe en outre le responsable de la fonction conformité de toute insuffisance liée à la gestion du risque de non-conformité.

Lorsqu'une anomalie significative est constatée, une copie du rapport est transmise à la Direction de Surveillance des Intermédiaires Financiers de la Banque Centrale du Congo.

Article 31

L'organe exécutif doit informer régulièrement, au moins une fois par an, l'organe délibérant et, le cas échéant, le Conseil de Surveillance ou le Comité d'Audit :

- des éléments essentiels et des enseignements principaux qui peuvent être dégagés de la surveillance du risque de non-conformité et des mesures de risques auxquels l'institution assujettie est exposée ;
- des mesures prises pour assurer la continuité de l'activité et l'appréciation portée sur l'efficacité des dispositifs en place ;
- des mesures prises pour assurer le contrôle des activités externalisées et des risques éventuels qui en résultent pour l'institution assujettie.

Lorsque l'organe délibérant n'est pas associé à la fixation des limites, l'organe exécutif l'informe et, le cas échéant, le Conseil de Surveillance ou le Comité d'Audit, des décisions prises en la matière. En outre, il l'informe régulièrement, au moins une fois par an, des conditions dans lesquelles les limites fixées sont respectées.

- the safety procedures in matters of information and systems

communication and the business continuity plans

- a description of the measurement systems, limiting, and

monitoring risk control

- the mode of organization of the compliance control system

documentation is organized so that it can be made available at the request of the governing body, the executive body of the Audit Committee, the Supervisory Board, the Statutory Auditors and the Central Bank of Congo.

Article 30

The head of Internal Audit shall inform the executive body and reports to the Supervisory Board or the Audit Committee of the weaknesses identified, recommendations formulated to strengthen internal controls and risk management as well as their implementation by the executive.

He also informs the head of the compliance function for any deficiency related to managing the risk of non-compliance.

When a significant discrepancy is found, a copy of the report is forwarded to the Financial Intermediaries Supervision Department of the Central Bank of Congo.

Article 31

The executive body must inform regularly, at least once a year, the legislative body and, where appropriate, the Supervisory Board or the Audit Committee:

- essential elements and main lessons that can be drawn from monitoring the risk of non-compliance and risk measures which the institution subject is exposed

- measures taken to ensure business continuity and the assessment

of the effectiveness of arrangements in place

- the measures taken to ensure supervision of outsourced activities and

any resulting risks for the institution subject .

When the legislative body is not involved in setting limits, the executive informs and, if necessary, the Supervisory Board or the Audit Committee, the decisions taken in the matter. In addition, he regularly informs, at least once a year, the conditions under which the limits are respected.